

Crise sanitaire, crise économique... **Changer quoi ? Tout !**

Sur fond de mensonges d'Etat et d'austérité budgétaire continue à l'hôpital, la crise sanitaire a entraîné une crise économique sans précédent ! Un tabou libéral a déjà sauté, celui de la dette publique : l'Etat est en train d'engager des dizaines de milliards d'euros pour sauver les entreprises.

Le double enjeu des prochains mois est déjà posé : faudra-t-il recommencer "comme avant" avec une politique libérale court-termiste arrosant sans limite des actionnaires sans aucune retenue ? Question pendante : qui va payer ? C'est une guerre sociale qui se prépare...



Le confinement, ou l'échec d'une politique sanitaire !

La stratégie du confinement généralisé combinée à des mesures autoritaires a été présentée comme la seule à même de juguler l'expansion de la pandémie. Pourtant des stratégies différentes ont été menées dans d'autres pays. En France, ce choix s'est imposé faute de moyens : pas de masques, pas de tests et des hôpitaux au bord de la rupture, dans l'obligation de faire appel à des pays limitrophes et de reporter toutes les autres opérations urgentes !

Le mensonge érigé en doctrine sanitaire

Le discours officiel du gouvernement a cherché, tout au long du confinement, à masquer le manque criant de moyens. Les masques sont jugés inutiles début mars ? Ils sont devenus obligatoires au mois de mai... quand ils sont arrivés ! On a fini par percevoir la vérité sur leur pénurie : de plus de deux milliards de dotations en 2009 pour une cause mondiale décrétée par tous les Etats et l'OMS avec en toile de fond un risque majeur de pandémie, on est passés à 714 millions en 2017 ! Double effet d'un transfert des commandes obligatoires vers les employeurs et les hôpitaux (restrictions budgétaires, encore) et d'un non renouvellement des stocks. En mars 2020, après destruction d'une partie du stock pour péremption, il en reste 117 millions, autant dire rien quand les besoins sont estimés à 105 millions/semaine. Les autres ont été détruits pour cause de péremption. Quand à la politique de tests menée dans d'autres pays, elle était jugée superflue en ce même mois de mars ? Les dépistages s'organisent (encore trop peu...) main-

tenant que les tests arrivent...

L'austérité qui tue !

Certains responsables tentent d'expliquer maintenant qu'il était impossible de prévoir une telle pandémie pour justifier la carence et la politique menée à l'égard de l'hôpital. Mais c'est oublier les manifestations qui rythment le monde hospitalier depuis au moins deux ans. Et c'est surtout oublier que, à l'automne 2019, les mêmes causes ont produit les mêmes effets : sur fond d'épidémie de bronchiolite, les services de réanimation pédiatrique ont été obligés de transférer des nourrissons à plus de 200 km de leur domicile parisien. Cette politique de santé sans rapport avec les besoins, a conduit à la suppression de 70000 lits en dix ans!

Une crise économique majeure, la misère sociale à nu !

L'arrêt des chaînes des productions mondialisées et le confinement combinés ont stoppé la production de milliers d'entreprises. L'état d'urgence sanitaire déclaré par le gouvernement se double d'ordonnances qui dérèglent encore plus le droit du travail. Plus d'un salarié sur deux du privé se retrouve en chômage partiel. Et la misère sociale explose : l'urgence pour des millions de familles, d'étudiants et de jeunes, c'est de payer le loyer, de faire face aux dépenses alimentaires qui explosent du fait de la fermeture des cantines scolaires. Signe positif pour l'avenir : des réseaux alternatifs en aide aux plus démunis se sont développés un peu partout dans le pays, comme le réseau Covid-entraide, plate-forme nationale constituée de centaines de collectifs locaux. Des aides multiples et variées, comme

Sud
Solidaires

Fédération des activités postales et de télécommunications

25/27 rue des envièrges 75020 Paris
tel 01 44 62 12 00 — fax 01 44 62 12 34
sudptt@sudptt.fr — www.sudptt.org

JUIN 2020

Union
syndicale
Solidaires

les « Cousettes » dans la Drôme qui ont très vite fabriqué masques, bonnets et sur-blouses.

Qui va payer ?

Des petites voix commencent à s'élever dans le pays pour que ce soient les salarié-es qui paient l'addition, comme en 2008. Moins de RTT, passage aux 37 heures, ... les vieilles recettes refont surface du côté du MEDEF et de certains responsables politiques. Pour l'instant, ces voix sont plus ou moins étouffées et mises au rencart mais pour combien de temps ? Mais il faut déjà répondre à cette obscénité. Le moment venu de la reprise économique sur fond de plans sociaux fera caisse de résonance à cette volonté de nous faire payer la crise. D'abord parce que nous ne sommes en rien responsables de ce qui se passe aujourd'hui; Ensuite, parce que le moment est venu d'appliquer ce que nous demandons depuis des dizaines d'années : une autre répartition des richesses qui permettrait, sans grande casse, de passer cette phase d'endettement public et de relancer l'économie mais, cette fois, au profit du plus grand nombre.

Dividendes, fiscalité : rediscuter de tout !

Oui, cette crise est sans précédent... mais en temps de paix ! Macron a déclaré que nous étions en guerre. Il faut alors appliquer ce qui s'est fait pendant les deux dernières guerres mondiales. En rappelant que les déficits étaient encore plus importants pendant ces deux périodes !

En France, on a introduit dès 1916 un impôt sur les profits exceptionnels liés à la guerre et sur les profits « illicites » en 1944. Aujourd'hui, de nombreux secteurs comme l'aérien ou l'automobile sont frappés de plein fouet mais d'autres sont bien debout : les télécoms, l'informatique, les entreprises du numérique...

Un prélèvement unique de solidarité sur le patrimoine au-delà d'un certain niveau de richesse pourrait être instauré. Par exemple, un tiers des 15 000 milliards d'euros de patrimoine des ménages français est détenu par les 5 % les plus riches. Les taxer à 2 % rapporterait



100 milliards ; les taxer à 5 % rapporterait 250 milliards. De quoi relancer l'économie et augmenter les bas salaires des salarié-es qui demandent autre chose que des formules hypocrites, sur le thème «vous êtes formidables».

Des Don Quichotte aux manettes !

Mais pour imposer de tels choix, il va falloir mener une guerre sociale qui se prépare. Les dernières déclarations et faits d'armes démontrent déjà la voie qui se prépare dans les hautes sphères gouvernemen-

tales. Certes, le gouvernement a subordonné les aides d'Etat à l'arrêt du versement de dividendes. C'était "moralement" indispensable pour un gouvernement en chute libre dans les sondages !

Mais, sur le fond, les grandes entreprises peuvent continuer d'en verser, comme Sanofi ou Vivendi. Or, un état d'urgence devrait permettre de bloquer tout versement de dividendes le temps nécessaire. Soit 60 milliards qui s'ajouteraient à une taxe à 2 ou 5 % sur le patrimoine... Et à propos du rétablissement de l'ISF, Bruno Le Maire vient de déclarer que c'était « un acte de démagogie »! On parle d'un impôt de 4 à 5 milliards d'euros sur les grandes fortunes dont il est démontré que ces dernières ne vont pas à l'investissement. Pour rappel : une personne détenant 2 millions d'euros de patrimoine net devait s'acquitter d'un impôt de... 7 400 euros par an !

Social et climat, un même combat !

La période en cours vient de démontrer que l'Etat pouvait engager brutalement des dizaines de milliards d'euros, brisant un des tabous budgétaires des libéraux. Quand à l'urgence climatique, la mise en pause de la planète aura donné un aperçu de ce qu'il est possible de faire. Il peut et il doit en être de même pour transformer l'outil industriel pour préparer la transition énergétique et sociale. Face aux forces patronales qui cherchent à tout prix à faire retarder dans le temps les engagements pris lors des sommets environnementaux où à casser plus encore les droits et les acquis sociaux il faut se mobiliser sans délai.

Social, climat : les combats sont devant nous !

Des appels et des signataires multiples ont publié des textes pour préparer "le jour d'après", comme le collectif "Plus jamais ça" auquel participe Solidaires:

<https://solidaires.org/Plus-Jamais-ca-34-mesures-pour-un-plan-de-sortie-de-crise>

L'enjeu est maintenant de fédérer toutes celles et tous ceux qui veulent changer cette société ! Les sujets ne manquent pas : redistribution des richesses, fiscalité, salaires et pouvoir d'achat d'achat, relocalisation de l'industrie, transition énergétique, droits des femmes, des chômeurs... Débattre et agir dès maintenant : il faut s'y préparer très vite !